

## Eric Trappier : « De sérieux nuages apparaissent à l'horizon »

« "Il faut un nouveau choc de compétitivité" », titre **Les Echos**, qui ouvre ses colonnes à **Eric Trappier**. **Elu à la présidence de l'UIMM**, le PDG de Dassault Aviation estime qu'il est trop tôt pour dire si le déclin de l'industrie a été enrayé et plaide pour une nouvelle baisse de 30 à 35 milliards d'euros des impôts de production. Posant d'abord son diagnostic sur l'état de l'industrie, il juge que le « redémarrage rapide a pu créer une petite euphorie, d'autant plus pour les secteurs très touchés pendant la crise sanitaire comme l'aéronautique » et **salue le gouvernement qui « a réussi à préserver les compétences au plus fort de la récession »**. Toutefois, Eric Trappier assure que « de sérieux nuages apparaissent à l'horizon », évoquant les pénuries constatées dans de nombreux secteurs. Interrogé sur la politique industrielle d'Emmanuel Macron, le président de l'UIMM signale qu'un « certain nombre de mesures prises durant ce quinquennat sont à saluer » mais jure qu'il faudra « que les efforts entamés soient poursuivis et amplifiés ». « **Il nous faut un nouveau choc de compétitivité pour retrouver notre autonomie, notre indépendance industrielle et notre puissance** », martèle Eric Trappier, pour lequel « cela nécessite que l'on parle de fiscalité et de charges sociales. » « Les impôts de production continuent de pénaliser fortement l'industrie, et nous estimons avec France Industrie qu'il faudrait encore les réduire de 30 à 35 milliards d'euros », dit-il, ajoutant que « cela passera notamment par la suppression de la C3S ». « La question peut également se poser sur les charges payées par les salariés, qui demandent également à voir leur salaire net progresser. **Notre modèle social est bon, mais il faut réfléchir à son financement et à sa gestion. La campagne présidentielle est le bon moment pour le faire** », note encore le PDG de Dassault Aviation. Revenant sur le sujet de la compétitivité, Eric Trappier estime que « le compte n'y est toujours pas en France » et souhaite que « cela s'applique pour la transition énergétique ». « Elle est nécessaire et ne se fera pas sans l'industrie. Mais il nous faut un calendrier réaliste et précis, qui ne change pas constamment », adresse encore le président de l'UIMM. Au sujet de la formation, il assure qu'il faut « détecter les jeunes en amont et les attirer vers les métiers de l'industrie », assurant qu'une convention va être signée aujourd'hui en ce sens. Se voulant rassurant pour le secteur aéronautique, **Eric Trappier se dit également « inquiet pour l'automobile », relayant qu'à l'UIMM, « nous avons calculé que 100 000 emplois sont en jeu. D'où l'importance de la formation, et du transfert des compétences entre les industriels. »** Enfin, il revient sur la prochaine présidence française de l'Union européenne et demande au chef de l'Etat de porter la voix de la France, alors que dit-il, « sur la taxonomie », « nous sommes d'une certaine manière attaqués par l'Europe ». **(Les Echos, p.4)**